

AGIR DANS LA CLARTÉ...

La lutte des classes est la concrétisation de l'affrontement permanent entre les intérêts fondamentalement opposés du capital et du travail.

Toute conquête sociale de la classe ouvrière signifie un recul du capital. Tout recul, toute perte d'acquis de la classe ouvrière signifie une reconquête par le capital, de ce qu'il avait dû céder à un moment donné sous la pression.

Il en sera ainsi tant que subsisteront les formes actuelles d'exploitation du travail, par les détenteurs du capital soutenus par leurs États et les gouvernements à leurs ordres.

La période que nous vivons se caractérise par une formidable attaque dans tous les domaines, contre les conquêtes sociales, qui met en cause l'existence même de la classe ouvrière.

La politique de déflation mise en œuvre par les gouvernements notamment depuis 1982, fait des ravages. Toutes les décisions sont prises avec un seul objectif: faire baisser le plus possible le coût du travail, organiser ainsi une diminution du pouvoir d'achat, ce qui est un facteur aggravant de chômage.

Point n'est besoin d'être économiste distingué pour comprendre cela. Les salariés confrontés à une misère grandissante savent de quoi il en retourne.

Cette situation n'est pas particulière à la France. Elle est pour l'essentiel la même dans tous les pays d'Europe et à l'échelle mondiale.

De plans de convergence en plans d'austérité et de rigueur, d'atteintes aux libertés démocratiques en tentatives d'intégration, d'implication, des syndicats, partout c'est la même dure réalité qu'il nous faut affronter: baisse du pouvoir d'achat, chômage, démantèlement des services publics, dislocation des systèmes de protection sociale. Les acquis sociaux conquis de haute lutte sont systématiquement remis en cause, progressivement grignotés, repris.

Les salariés - la classe ouvrière - sont donc fondés à rechercher les moyens propres à stopper cette régression sociale continue et à s'organiser pour agir, afin d'y parvenir.

C'est dans ce contexte que la *Confédération Européenne des Syndicats*, sous la pression des événements, est amenée à décider une journée européenne d'action pour le 2 avril 1993.

Cette organisation rassemble des confédérations nationales (en France, la C.G.T.F.O., la C.F.D.T., la C.F.T.C.) extrêmement diverses, recouvrant des orientations aussi différentes, allant des sociaux-démocrates aux chrétiens-sociaux, en passant par les staliniens en voie de rénovation, refondation et autres révisions déchirantes. Diverses? Différentes? Peut-être pas autant que cela, dans la mesure où, pratiquement, la plupart d'entre elles adhèrent à un syndicalisme de participation reconnaissant le principe de subsidiarité comme un facteur de démocratisation!!!

Certes, tout n'est pas aussi simple que cela, mais toujours est-il que les syndicalistes indépendants ont bien du mal à se faire entendre.

Compte tenu de ces éléments, on peut se demander quelle sera l'efficacité d'une «*journée d'action*», dont les mots d'ordre semblent particulièrement imprécis, recouvrant des interprétations fort différentes, sans compter que les formes d'actions peuvent être parfois plus démobilisatrices que le contraire: entre d'une part le refus sans appel de l'austérité, la grève pour les revendications traditionnelles, et d'autre part, la simple demande de révision, afin d'atténuer les contraintes «*qu'il faut mieux répartir*», accompagnée

«d'actions» allant du port de badges aux défilés folkloriques style CFDT, il y a toute la différence qui sépare le syndicalisme revendicatif, des recompositeurs dont l'objectif est le consensus social.

Il convient donc que les positions soient, clairement affirmées: toute action commune ne peut se faire que sur des objectifs ne souffrant aucune ambiguïté.

Les syndicalistes réellement indépendants doivent se démarquer, notamment de la C.F.D.T, et de ses amis, ils sont, nous apprend la presse ces derniers jours, rendant compte d'un colloque (un de plus), à la recherche «de nouvelles règles du jeu social». Il y a ainsi des penseurs qui n'arrêtent pas de «réinventer» le syndicalisme en puisant dans les vieilles recettes des encycliques.

C'est pourquoi la constitution d'un «*Front Laïque et Républicain*» rassemblant des individus et des associations, décidés à combattre efficacement cléricaux et néocléricaux, est une tentative qui, au-delà de la seule, mais nécessaire, défense de la laïcité, peut conforter l'action des militants ouvriers qui se battent pour préserver l'indépendance des syndicats, en opposition au corporatisme véhiculé par les nostalgiques de la *Charte du travail* vichyste.

Jo SALAMERO.
